Zeitschrift: Jahrbuch / Schweizerische Akademie der Naturwissenschaften = Annuaire / Académie Suisse des Sciences Naturelles

Herausgeber: Schweizerische Akademie der Naturwissenschaften

Band: - (1992)

Rubrik: Bericht des Zentralvorstandes = Rapport du comité central = Rapporto del comitato centrale

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Bericht des Zentralvorstandes
Rapport du Comité central
Rapporto del Comitato centrale

1. Einleitung

Auch wenn es nicht ein Jahr der umwälzenden Ereignisse war, so war es doch eines mit einschneidenden Veränderungen. Die lange Periode des Aufschwungs und Wachstums ging zu Ende. Die drastischen Kürzungen, die das Parlament Ende 1991 ausgesprochen hatte, mussten umgesetzt werden und führten zu einer massiven Redimensionierung der Aktivitäten und Pläne, vom Verzicht auf neue Projekte bis hin zu Kündigungen. Die dadurch verursachte Mehrarbeit erforderte einerseits Durchsetzungsvermögen, andererseits aber auch viel Diplomatie und Überzeugungsvermögen, und schliesslich waren wir auch auf das Verständnis der Betroffenen angewiesen.

Die Ressourcenknappheit hat zu einer Evaluation aller Ausgaben geführt. Einer der Bereiche, in welchem die SANW einen beträchtlichen Teil ihrer Mittel einsetzt, das Publikationswesen (siehe Grafik Seite 12), wird einer genauen Prüfung unterzogen mit dem Ziel, substantielle Einsparungen zu erzielen. Eine Umfrage hat zum Teil krasse Unterschiede im Subventionierungsansatz zu Tage gefördert; einige Anpassungen der Subventionen nach unten und der Preise nach oben werden nicht zu umgehen sein. Auch eine Analyse der Beiträge an internationale Unionen und europäische Gesellschaften, die eine Tendenz haben, unbeschränkt nach oben zu wachsen, ist an die Hand genommen worden.

Zu den erfreulichen Ereignissen gehörte Ende Januar 1992 der Bezug der neuen Räume des Generalsekretariates am Bärenplatz 2. Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter haben sich gut eingelebt und wurden auch gleich von Anfang an sehr stark belastet mit den Arbeiten der Budgetkürzungen und der Aufarbeitung zahlreicher Pendenzen.

Die seit langem fällige Revision der Statuten unserer Akademie wurde in Angriff genommen, wobei Grundsatzfragen immer wieder längere Diskussionen erfordern. Dabei müssen auch die Interaktionen der Akademie mit anderen forschungsfördernden Instanzen neu überdacht werden. Dies betrifft insbesondere die neu geschaffenen Schwerpunktprogramme, die ähnlich wie die SANW auch längerfristige Forschungsförderung zum Ziel haben, so dass hier eine enge Zusammenarbeit notwendig ist. Eine solche Kooperation hat sich im Schwerpunktprogramm «Umwelt» bereits bestens bewährt. Auch die nationalen Forschungsprogramme geben immer wieder zu Diskussionen Anlass, da hier bestimmte Themen, die auch im Interessensbereich der SANW liegen, für wenige Jahre stark gefördert werden, nachher aber unter Umständen wieder einer langfristigen Planungshilfe durch die Akademie bedürfen.

Speziell zu erwähnen ist die Verleihung des Schläfli-Preises, erstmals aufgrund des neuen 1991 vom Zentralvorstand erlassenen Reglementes. Der Preis ging an Frau Dr. Ruth Durrer vom Institut für Theoretische Physik der Universität Zürich für eine kosmologische Arbeit.

Im Zusammenhang mit den vielen Diskussionen über die Redimensionierung der Budgets sowie der Stellung der SANW und der anderen Akademien im wissenschaftspolitischen Umfeld hat sich klar gezeigt, dass die Konferenz der Schweizerischen wissenschaftlichen Akademien (CASS) gestärkt werden muss. Die vier Akademien sind auch be-

reit, enger zusammenzuarbeiten und wenn immer sinnvoll, auch gemeinsam aufzutreten.

2. Langfristige Unternehmungen

*2.1 ProClim – de l'Institut au Forum pour le Climat et Global Change**

Les réductions budgétaires imposées par le Parlement en décembre 1991 mirent l'existence de ProClim en cause et, lié au projet, l'engagement de six collaborateurs. Encore sous le choc, le comité central fut d'accord de poursuivre les travaux tels qu'ils étaitent prévus jusqu'en juin avant de se prononcer définitivement sur le sort de l'Institut.

L'espoir était de trouver de nouvelles sources de financement dans le secteur privé. En avril déjà, il fallut se rendre à l'évidence que cet espoir était vain. A fin juin, on décida de suspendre les activités – sauf l'organisation de la conférence internationale «On Mountain Environments in Changing Climates» fixée au début d'octobre à Davos – et hélas de congédier les collaborateurs pour fin septembre. Parallèlement, le secrétariat général reçut le mandat de procéder à une large consultation des principaux partenaires concernés par la recherche climatologique au sein de l'académie et au dehors, notamment le Fonds national et les programmes qu'il appuie. ProClim avait-il toujours un rôle à jouer? Dans l'affirmative, quelles en seraient les tâches prioritaires et les sources de financement, d'autres organisations, enfin, seraient-elles susceptibles de les remplir? La réponse fut quasi unanime: ProClim est irremplaçable dans sa mission à long terme de promotion et d'information. Deux workshops furent consacrés en novembre, l'un à un tour d'horizon sur les possibilités de réalisation d'un système national d'information sur les questions du climat, l'autre à la définition du cahier des charges de ProClim. Trois domaines spécifiques ont été reconnus: l'encouragement de la coopération scientifique en Suisse et avec l'étranger, l'information et son transfert à l'intention des chercheurs mais aussi du public plus large de la politique et de l'économie ainsi que le soutien à la mise en place d'un réseau de surveillance suisse du système climatique, à intégrer aux réseaux de mesure de Global Change.

En décembre, le comité central pouvait compter sur suffisamment d'assurances de la part des milieux de la recherche pour relancer le projet avec des structures modifiées et sous une nouvelle dénomination, l'idée de l'institut étant abandonnée. «ProClim-Forum pour le climat et Global Change» est désormais dirigé par un conseil constitué de chercheurs et de responsables de la politique de la recherche sous la présidence du professeur H. Oeschger. Le poste de directeur exécutif a été mis au concours juste avant Noël. Durant la période intérimaire, nous avons été heureux d'avoir pu compter sur la précieuse collaboration de Hans Hänni et Claudine Hofer.

*2.2 Observation de l'environnement**

La commission et la direction du projet ont concentré leurs efforts sur la préparation du rapport final attendu pour début 1993. Il s'est agi, d'une part, de préciser les éléments conceptuels d'une observation intégrée à long terme d'écosystèmes types en Suisse, d'autre part, de s'entendre sur les propositions de sa réalisation du point de vue institutionnel, de l'organisation et du financement. Pour parvenir à terminer les travaux dans les délais impartis, la direction du projet fut renforcée dès le 1er avril avec l'engagement de deux nouveaux collaborateurs, Peter Grolimund (100%) et Katrin Peter (50%).

Sur demande du comité central, une séance d'information eut lieu le 2 septembre. Malgré les progrès au niveau de la réflexion, il a bien fallu constater que de nombreuses questions étaient encore

* Pour le compte-rendu détaillé, voir les rubriques correspondantes de l'Annuaire.

en suspens quant aux conditions concrètes d'application. De son côté, le Département fédéral de l'intérieur a confié le soin à un groupe de travail «Observation de l'environnement 2000» de clarifier aussi ses objectifs jusqu'à la fin de l'année. En novembre, l'Office fédéral de l'environnement des forêts et du paysage invita la direction à exposer les grandes lignes du projet. Les Offices fédéraux de la statistique et de l'aménagement du territoire, par ailleurs représentés dans la commission, manifestent également un intérêt certain. Les difficultés résident dans l'articulation de l'approche de la recherche scientifique et des besoins d'administrations affectées à des tâches d'exécution de nature diverse. Elles ne seront résolues que si les parties prenantes sont convaincues du bien-fondé de l'expérience. Les décisions seront prises en printemps 1993.

*2.3 Recherche au Parc national**

Comme dans le cas de ProClim, la réduction massive des subsides pour 1992 nous a obligés à redimensionner les activités prévues initialement dans le but d'assurer une assise à long terme à la recherche au Parc national. L'académie se devait d'assumer ses responsabilités de coordination et de surveillance, si elle ne voulait pas faillir à ses engagements légaux vis-à-vis de la Confédération. Suivant une requête de la Commission scientifique pour le Parc national (WNPK), le comité central décida de puiser dans ses réserves pour garantir le poste de coordinateur occupé par Thomas Scheurer et la mise en place d'une banque de données intégrée au système d'information géographique (GIS), confiée à Brigitta Allgöwer. Les autres travaux, en revanche, études et inventorisations, devront trouver d'autres sources de financement ou être reportées à plus tard.

L'académie ne s'est pas limitée à un soutien financier. Elle a aussi participé aux discussions du sous-comité chargé par la Commission fédérale du Parc national (ENPK) de définir les priorités et compétences en matière de politique et de gestion de la recherche. Ce travail de réflexion s'était avéré indispensable en raison de la multiplicité des partenaires impliqués: Confédération, Direction du Parc, Commission de l'ASSN, l'ASSN elle-même et les chercheurs tiers. Un document détaillé a été adopté en fin d'année.

* Pour le compte-rendu détaillé, voir les rubriques correspondantes de l'Annuaire.

3. Arbeitsgruppen

Für besondere befristete Aufgaben wurden drei Arbeitsgruppen eingesetzt.

Eine Arbeitsgruppe mit den Mitgliedern Paul Walter, Stéphanie Mörikofer-Zwez, Anne-Christine Clottu Vogel und Peter Schindler bearbeitete die neuen Statuten und legte dem Zentralvorstand die ersten Entwürfe vor. Anlass zur Revision sind zunächst verschiedene im Laufe der Jahre notwendig gewordene Anpassungen, zum Beispiel infolge der Änderung des Namens, der Trennung des Generalsekretariates von demjenigen der SAGW und der Einbindung in Aufgaben des Bundes durch das Forschungsgesetz. Es ist aber auch beabsichtigt, einige Änderungen in der Struktur der Organe vorzunehmen, mit dem Ziel, Abläufe zu vereinfachen, um rascher handeln zu können. Zentrale Anliegen sind die Straffung der Abläufe durch Delegation wesentlicher Funktionen vom Senat auf den Zentralvorstand und vom Zentralvorstand auf eine neu zu schaffende Geschäftsleitung, welche öfter zusammentreten kann als der bisherige Ausschuss. An den bewährten Strukturen hingegen sollen keine wesentlichen Änderungen vorgenommen werden. Die Arbeitsgruppe wird bis zur Verabschiedung der neuen Statuten durch den Senat, voraussichtlich im Mai 1994, weiter aktiv bleiben.

Zwei andere Arbeitsgruppen erarbeiteten Stellungnahmen, die eine zur biologischen Sicherheitsforschung, die andere

zum Entwurf der neuen Maturitätsanerkennungsverordnung. Über diese Stellungnahmen wird auf Seite 8 berichtet.

4. Internationale Zusammenarbeit

4.1 Verträge und Projekte mit ausländischen Akademien

Mit der Akademie des neuerdings unabhängigen Staates Slowenien wurde Ende 1992 ein Protokoll über die wissenschaftliche Zusammenarbeit unterzeichnet. Es sollen vor allem Austausche erleichtert werden, aber auch gemeinsame wissenschaftliche Vorhaben gefördert werden.
Mit der Österreichischen Akademie der Wissenschaften besteht seit längerer Zeit ein Vertrag; er ist in Überarbeitung und soll den beiden Akademien mehr Möglichkeiten für Unterstützungen auch junger Wissenschafter geben.
Mit der Akademie von Ungarn wurde über die Unterstützung eines Naturschutzprojektes am Peteri-See korrespondiert. Bis zum Herbst 1992 schien es, dass über das schweizerische Departement für auswärtige Angelegenheiten substantielle Beträge aus den Ostkrediten für die Errichtung eines Naturschutzparkes freigemacht werden könnten. Das Projekt ist dann aber einer Änderung der Prioritätensetzung bei der Osthilfe zum Opfer gefallen.

4.2 Besuche von Vertretern der Akademie im Ausland

Im Oktober fand im Rahmen des im Vorjahr unterzeichneten Abkommens mit der Chinese Academy of Sciences in Beijing ein «Sino-Swiss Symposium on Environment and Global Change» statt. Von seiten der SATW nahmen die Herren Peter Donath (CIBA-Geigy) und Peter Suter (ETH Zürich) teil, von seiten der SANW der Zentralpräsident Paul Walter, die Herren André Musy (EPFL), Atsumu Ohmura und Johannes Staehelin (ETHZ), Peter Vogel (Lausanne) und Hans Wasmer (EAWAG) sowie der Generalsekretär Peter Schindler. Ein Novum war die Teilnahme von zwei Wissenschafts-Journalisten, Suren Erkman aus Genf und Peter Hufschmid von Zürich; die chinesischen Partner zögerten vorerst, dem schweizerischen Wunsch nach journalistischer Begleitung zu entsprechen, kamen ihm aber schliesslich doch nach. Fünf intensiven Halbtagen mit Referaten und Diskussionen folgten Besichtigungen in Instituten; auch die weltberühmten touristischen Attraktionen standen auf dem Programm. Die Diskussionen zeigten eine überraschende Offenheit der chinesischen Gesprächspartner für ihre äusserst gravierenden Umweltprobleme. Die chinesischen Partner sind sich bewusst, dass spezielle Massnahmen notwendig sind, um die aus dem Wirtschaftswachstum entstehenden Zusatzbelastungen der Umwelt aufzufangen.
T. A. Freyvogel a été délégué à la 4e Conférence générale de la Third World Academy of Sciences (TWAS) qui se tint à Kuwait du 23 au 26 novembre 1992. Il fut invité à présenter une contribution lors du panel consacré à une meilleure insertion des pays en développement dans la recherche par le biais d'un réseau sud-sud de centres d'excellence. De la discussion ressortit qu'il était plus adéquat de renforcer les institutions déjà en place plutôt que de créer des institutions courant le danger de se développer en centres élitaires isolés dans leur tour d'ivoire et sans relation avec les pays-hôtes.
A.-Ch. Clottu Vogel assista à la même époque à la Conférence «L'Afrique et les Changements globaux» organisée par les Programmes IGBP (International Geosphere and Biosphere Programme) et HDP (Human Dimension of Global Change Programme), avec la participation des Communautés européennes. L'objectif était de constituer un réseau de centres de recherches et de collecte de données en Afrique au nord de l'Equateur à intégrer dans le nouveau programme START/IGBP (System for Analysis, Research and Training). Cette première prise de contact fut laborieuse et aboutit finalement à la création d'un comité provisoire avec son secrétariat à

l'Académie des sciences du Ghana. Les contacts établis au cours de la conférence laissent espérer l'établissement d'une coopération plus étroite entre certains de ces centres et des groupes de chercheurs suisses.
Der Zentralpräsident weilte in seiner Funktion als Präsident der CASS im März an einer Tagung der europäischen Akademien in Stockholm; im Vordergrund standen die Beziehungen zu den Akademien der osteuropäischen Länder. Ebenfalls als Vertreter der CASS nahm der Generalsekretär Peter Schindler an der Generalversammlung der European Science Foundation in Strassburg teil; P. Schindler besuchte im übrigen das Sekretariat des International Council of Scientific Unions in Paris mit dem Ziel, auch weiterhin eine enge Zusammenarbeit der SANW mit diesem internationalen Dachverband zu ermöglichen.
Schliesslich nahm der Zentralpräsident, im Rahmen der traditionellen Austauschbesuche zwischen Akademien, im Mai an der Jahresfeier der Heidelberger Akademie der Wissenschaften teil, während T. A. Freyvogel im Oktober einen Vortrag zum Thema «Quelques réflexions au sujet de l'encouragement de la recherche scientifique dans les pays en développement» in der Académie des sciences de l'Institut de France hielt. Vorausgegangen war ein Besuch in der Zentrale der ORSTOM (Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération).

4.3 Besuche von Ausländern in der Schweiz
Aufgrund des Abkommens mit der Estonian Academy of Sciences besuchten die Herren Freiberg und Kikas aus Estland die Schweiz und wurden zum Teil von der SANW unterstützt.
Im Mai besuchte eine Delegation des National Science Council von Taipei die Schweiz; Besuche in Zürich und Bern wurden vom Generalsekretariat organisiert.
Im November besuchte eine Delegation von vier Personen des National Research Center for Science and Technology for Development und zwei Personen des State Science and Technology Commission von China die Schweiz; nebst Gruppe für Wissenschaft und Forschung, Nationalfonds und ETH-Rat wurden sie auch von SATW und SANW empfangen.
Wie üblich beehrten eine Reihe von Präsidenten ausländischer Akademien die SANW an ihrer Jahrestagung in Basel. Es ergab sich eine Gelegenheit zu sehr konstruktiven Gesprächen über die Zusammenarbeit zwischen den Akademien und über die Beziehungen mit den Akademien Osteuropas.

5. Collaboration avec les pays en développement

5.1 Groupe de travail «Encouragement de la recherche avec les pays en développement»
Créé en 1990 sous l'égide de l'ASSN et de la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA), le groupe de travail a été particulièrement actif tout au long de l'année. Il a siégé trois fois en plenum alors que son bureau, élargi pour l'exécution de tâches ad hoc, s'est réuni sept fois, sans compter les consultations et décisions prises par voie de correspondance. Lors d'une séance de réflexion en avril, il a défini les éléments de la stratégie à suivre pour promouvoir les capacités de recherche dans les pays en développement tout en incluant l'intérêt de la recherche suisse. Il s'est également mis d'accord sur une série d'actions susceptibles de conduire à la réalisation de cette stratégie. Deux d'entre elles furent aussitôt mises à exécution.
Pour la première, il s'agit de l'inventaire des chercheurs suisses expérimentés en matière de développement et coopération scientifique. Sur la base des résultats du mandat qui lui avait été attribué, l'Institut universitaire d'étude du développement (IUED) à Genève a élaboré une version-

test, distribuée au début de septembre pour corrections et compléments à tous les chercheurs (plus de 700) et institutions (environ 240). Même à l'état provisoire, cette publication fournit des indications très utiles sur les domaines de compétence et les régions privilégiées de l'engagement suisse. La première édition de la banque de données mise à jour paraîtra au printemps 1993.

La seconde action a consisté en la conception et préparation d'un programme spécial dont l'originalité réside dans l'association étroite de chercheurs suisses à des partenaires des pays du Sud plus défavorisés pour tenter de trouver des solutions en commun aux problèmes les plus aigus voire menaçants de la planète. Peu avant l'ouverture de l'UNCED (United Nations Conference on Environment and Development) qui se déroula en juin à Rio, le groupe de travail publia un manifeste présentant les objectifs et principaux arguments du programme qu'il diffusa jusque dans les sphères les plus élevées de la science et de la politique. Les réactions furent dans l'ensemble extrêmement positives, les seules critiques portant sur le choix d'un programme prioritaire comme canal de financement. Bien que les programmes nationaux de recherche (PNR) semblent également peu appropriés, le groupe de travail décida de ne pas attendre pour annoncer ses intentions et soumettre une esquisse pour la 7e série des PNR. L'idée était de lancer un programme-pilote pendant quatre ans avant de trouver d'autres sources de financement à long terme. A la même époque, soit à mi-novembre, le conseiller fédéral Flavio Cotti exigea de réactiver le module 7 du Programme prioritaire «Environnement» consacré aux questions d'environnement dans les pays en développement et qui avait été mis en veilleuse par suite des réductions financières votées par le Parlement en décembre 1991. Le Fonds national et la DDA parvinrent à s'entendre pour conclure une «joint venture» et libérer chacun 3 millions pour une période de 2 ans et demi. Le plan d'exécution initial fut remanié en conséquence dans l'esprit des principes établis par le groupe de travail.

Parallèlement à ces activités d'ordre plutôt politiques, on continua à réfléchir sur les recommandations à proposer dans le rapport final prévu pour le début de 1993. T. A. Freyvogel et J.-F. Giovannini rendirent visite ensemble à une série d'offices fédéraux directement concernés par les questions du développement afin de discuter des possibilités de coopération en vue de la réalisation de la stratégie et notamment du programme spécial. La quasi majorité des interlocuteurs ont manifesté leur volonté de soutien. A part cela, T. A. Freyvogel et A.-Ch. Clottu Vogel ainsi que quelques membres du groupe de travail ont été sollicités pour participer aux travaux d'une étude mandatée par le Conseil de la science en vue de détecter les tendances futures de la recherche internationale en rapport avec les pays en développement.

*5.2 Centre suisse de recherches scientifiques en Côte d'Ivoire (CSRS)**

Ce que le groupe de travail tend à promouvoir en Suisse, le CSRS essaie de l'appliquer sur le terrain. L'ASSN assume depuis de nombreuses années ses frais de direction et de gestion. Depuis cette année, malgré les coupures financières, elle a mis à disposition des fonds supplémentaires pour permettre d'associer des chercheurs africains aux projets suisses, ceci en gage de l'importance qu'elle attribue à ce type de collaboration. Lors d'un entretien sollicité auprès de la section «Afrique de l'Ouest» de la DDA, nous avons une fois de plus constaté combien il est difficile de trouver un soutien pour des activités dans un pays qu'elle ne considère pas comme prioritaire.

* Pour le compte-rendu détaillé, voir les rubriques correspondantes de l'Annuaire.

5.3 Préparation de l'UNCED 1992
La préparation de la contribution suisse à l'UNCED incomba à la Direction des organisations internationales du Département des affaires étrangères. A sa demande, l'ASSN accepta de jouer le rôle de coordination en matière scientifique. Elle constitua les délégations ad hoc de chercheurs à deux hearings, l'un ayant trait à des questions juridiques et institutionnelles, l'autre à la Convention sur la biodiversité, convention sur laquelle le comité central prit officiellement position. ProClim s'occupa de la concertation relative à la Convention sur les changements climatiques. En avril, l'ASSN fut invitée à participer à un week-end de travail réunissant les représentants du gouvernement et d'organisations non-gouvernementales de la science, de l'économie et de l'environnement. A cette occasion, elle fut priée de désigner une personnalité scientifique pour faire partie de la délégation officielle suisse à l'UNCED. La proposition du professeur Bruno Messerli fut retenue. Lors d'une séance d'information organisée au retour de Rio, les délégués soulignèrent à l'unanimité combien avait été positive la collaboration entre l'administration fédérale et les milieux non gouvernementaux et qu'ils souhaitaient la poursuite de cette expérience. Invité par le comité central, B. Messerli rapporta sur les points forts de la Conférence et plaida avec sa conviction habituelle en faveur d'une coopération scientifique plus intense de la part de la Suisse. Pour sa part, l'ASSN saisit l'opportunité de l'Assemblée annuelle pour mettre sur pied une exposition illustrant les résultats et perspectives de l'UNCED 92.

5.4 Autres activités
L'ASSN continue d'offrir une série d'abonnements de revue à des bibliothèques des pays en développement. Elle supporte en outre les activités de deux comités de l'ICSU spécialisés dans les questions de développement: CASAFA (Commission on the application of science of agriculture, forestry and aquaculture), qui a été invité à tenir son assemblée générale à Zurich en avril 1993, et COSTED (Committee on Science and Technology in Developing Countries).

6. CASS

Es ist der Wunsch nicht nur des Staatssekretärs für Wissenschaft und Forschung, dass die Konferenz der wissenschaftlichen Akademien der Schweiz (CASS) grössere Verantwortung im Sinne der gemeinsamen Vertretung der wissenschaftlichen Interessen gegenüber den Behörden übernehmen sollte. Auch die vier Akademien sind sich einig, dass die CASS vermehrt die Kontaktstelle aller Akademien für wissenschaftspolitische Probleme sein sollte. Sie sind auch durchaus bereit, in Zukunft vermehrt Stellung zu beziehen zu Angelegenheiten, die alle vier Akademien angehen. Die CASS hat zu diesem Zweck neue Statuten erarbeitet, die dann aber von einer der drei Partnerakademien abgelehnt wurden. Eine Anpassung der bisherigen «Vereinbarung» von 1983 sollte es aber dennoch ermöglichen, dass einer engeren Zusammenarbeit der vier Akademien nichts im Wege steht.
Im Berichtsjahr nahm die Chorafas-Stiftung, über welche bereits im letzten Jahresbericht informiert wurde, die Tätigkeit auf. Die Preiskommission der SANW setzt sich, unter dem Vorsitz von Dr. Kurt Hanselmann, zusammen aus Frau Joan Davis und den Herren Bruno Böhlen, Peter Donath, Meinrad Eberle, L. Yves Maystre und Heinz Wanner. Der Preis der SANW wird 1993 ausgeschrieben und 1994 verliehen für «Arbeiten auf dem Gebiet der Erhaltung und des Management natürlicher Ressourcen, insbesondere in den Bereichen von Energie, Luft, Wasser, Boden und Rohstoffen. Dazu zählen wirksame Methoden der Wiederverwertung und die optimale Nutzung von vorhandenen Ressourcen.»

7. Stellungnahmen

7.1 Revision Stipendiengesetz
Die SANW hat sich zur Revision des Bundesgesetzes vom 19. März 1965 über die Gewährung von Beiträgen an die Aufwendungen der Kantone für Stipendien geäussert. Insbesondere wurde darauf hingewiesen, dass auch verheiratete oder geschiedene Wiedereinsteigerinnen die Möglichkeit haben sollten, Stipendien zu beantragen. Um den Zugang zu Stipendien zu erleichtern, sollte der stipendienrechtliche dem zivilrechtlichen Wohnsitz gleichgestellt werden.

7.2 Moorlandschaftsverordnung
Die SANW hat den Entwurf zur Moorlandschaftsverordnung inhaltlich weitgehend unterstützt. Bezüglich der Erhaltung von Pflanzen- und Tiergemeinschaften, die für Moorlandschaften typisch sind, hat sie eine explizite Umschreibung im Rahmen der Schutzziele gefordert.

7.3 Waldverordnung (WAV)
K. Hanselmann hat im Namen der SANW eine ausführliche Stellungnahme beim Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft (BUWAL) eingereicht. Von seiten der SANW wurde namentlich auf die Bedeutung des Waldes als Ökosystem und auf das Spannungsfeld Wald als Lebensraum für Lebewesen sowie als Bewirtschaftungsfläche hingewiesen.

7.4 Gewässerschutzgesetz und Gewässerschutzinitiative
Aus verfahrenstechnischen Gründen hat die SANW vor dem Abstimmungstermin weder zum Bundesgesetz vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer noch zur Volksinitiative zur Rettung unserer Gewässer eine Parole abgegeben.

7.5 Sicherheitsforschung in der Gentechnologie
Eine Initiative des Mitgliedes des Zentralvorstandes, Dr. Kurt Hanselmann, für die Schaffung eines Zentrums für genetische Ökologie und Umweltforschung wurde in einer Arbeitsgruppe, bestehend aus dem Zentralpräsidenten, der Zentralquästorin, Prof. Jürg Meyer und Prof. Stephen C. Stearns behandelt. Die Arbeitsgruppe betrachtete zwar die Förderung der Sicherheitsforschung in der Gentechnologie als wichtige Aufgabe, konnte sich aber dem Wunsch nach der Errichtung eines eigenen wissenschaftlichen Zentrums nicht anschliessen. Am 29. Januar 1993 verabschiedete der Zentralvorstand, gestützt auf die Vorarbeiten der Kommission, eine Stellungnahme «Förderung der biologischen Sicherheitsforschung in der Gentechnologie» (siehe SANW-Info 1993/1).

7.6 Maturitäts-Anerkennungs-Verordnung (MAV)
Zum Entwurf der neuen Maturitäts-Anerkennungs-Verordnung MAV erarbeitete ein unter der Leitung von Gérard de Haller stehendes Team mit den Mitgliedern Henri Carnal und Lukas Hottinger (alle Zentralvorstand) sowie Jean Müller (Präsident der Physikalischen Gesellschaft) und Pierre Tardent (Präsident der Biologie-Kommission) eine Stellungnahme der SANW zuhanden des Departements des Innern und der Erziehungsdirektorenkonferenz. Die Stellungnahme wurde am 19. März 1993 vom Zentralvorstand verabschiedet. Sie setzt sich kritisch mit dem Entwurf auseinander, der die Möglichkeit zu einseitigen, das Postulat der Allgemeinbildung nicht erfüllenden Maturitätsausweisen schaffen würde.

7.7 Ziele der Forschungspoltik 1996–1999
Der Schweizerische Wissenschaftsrat (SWR) hat im Sommer 1992 die SANW eingeladen, Anregungen für die Formulierung der «Ziele der Forschungspolitik 1996–1999» zu unterbreiten.
Sowohl vom Zentralvorstand als auch aus den Sektionen sind verschiedene Vorschläge eingereicht worden, die vom Präsidenten zu einer Stellungnahme verarbeitet wurden. Betont wurden die Bedeutung der Grundlagenforschung, die

Konzentration der Forschung auf «Centers of Excellence», die Förderung der Langzeitforschung als notwendige Ergänzung zu den Nationalen Forschungsprogrammen (NFP) und den ebenfalls befristeten Schwerpunktprogrammen (SPP) des Bundes. Zu verstärken sind weiter die Öffentlichkeitsarbeit von seiten der Wissenschaften, die Förderung der Frauen, die Förderung von forschungsrelevanten Datenbanken sowie die Forschungspartnerschaft der Schweiz in und mit Entwicklungsländern.

7.8 Vernehmlassung Tierschutzgesetz Kanton Bern

Der Präsident der SANW hat anfangs 1993 im Auftrag des Zentralvorstandes eine detaillierte Stellungnahme zuhanden des Ratssekretariats des Grossen Rats des Kantons Bern verfasst. Dabei wurde namentlich die Möglichkeit der Verbandbeschwerde als unzweckmässig und die vorgeschlagenen Kompetenzen des kantonalen Tierschutzbeauftragten als zu weitgehend eingestuft.

7.9 Volksinitiative «Zur Abschaffung der Tierversuche» (ILÄAT-Initiative)

Die SANW und ihre Schwesterakademie, die Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften, haben sich im August 1992 an die Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur (WBK) des Nationalrates gewendet und die Kommission gebeten, auf die Ausarbeitung eines indirekten Gegenvorschlags zu verzichten, da bereits anlässlich der letzten Abstimmung über die Tierversuchsinitiative im Februar 1992 das Tierschutzgesetz und die dazugehörige Verordnung ergänzt und verschärft wurden.

Im Januar 1993 wendet sich die SANW diesbezüglich an die Presse, indem sie die ILÄAT-Initiative ablehnt und auf das ihres Erachtens ausreichende und im europäischen Vergleich sehr strenge Tierschutzgesetz verweist. Aus der Sicht der SANW drängen sich zur Zeit keine neuen Ergänzungen der gesetzlichen Bestimmungen auf.

8. Tagungen der SANW

8.1 Senat

Der Senat trat am 9. Mai 1992 im Auditorium Maximum der Universität Bern zu seiner 87. ordentlichen Sitzung zusammen. Die Genehmigung der Rechnung 1991 und des Jahresberichts sowie die Wahlen wurden speditiv erledigt. Hingegen gab das Budget 1992 Anlass zu verschiedenen Voten, musste es doch nach den Sparmassnahmen des Bundes wesentlich nach unten korrigiert werden. Die Einsparungen trafen alle Bereiche, vor allem aber die Sonderprojekte der SANW.

Im Anschluss an den geschäftlichen Teil referierte Staatssekretär Prof. H. Ursprung über «Die Akademien im Spannungsfeld schweizerischer und europäischer Wissenschaftspolitik». Die Anregung des Referenten, die vier wissenschaftlichen Akademien der Schweiz künftig unter ein Dach zu vereinen, blieb nicht ohne Widerspruch und hat zu einer lebhaften Diskussion über die Vor- und Nachteile einer solchen Fusion geführt. Während einerseits eine Vereinigung der Dachgesellschaften sich organisatorisch kaum aufdrängt, wurde andererseits kaum bestritten, dass die Akademien sich in Zukunft gemeinsam zu wissenschaftspolitischen Fragen zu äussern haben.

8.2 Präsidentenkonferenz der kantonalen und regionalen Naturforschenden Gesellschaften (KRG)

Wie üblich trafen sich die Präsidenten der KRG am Vorabend des Senats in Bern, um einerseits mit dem Zentralpräsidenten bzw. dem Generalsekretariat der SANW eine allgemeine Aussprache zu pflegen und andererseits um Informationen und Erfahrungen austauschen zu können.

1992 wurde die Frage nach dem Beitrag der KRG an die Forschung von drei Re-

ferenten ausgeleuchtet. Dr. K. M. Tanner, KRG Baselland, berichtete über die Möglichkeiten und Erfahrungen der Forschungskommission dieser Gesellschaft aus seiner Sicht. In den letzten Jahren haben die Anfragen verschiedener kantonaler Behörden an die jeweiligen KRG für Inventarisierungsarbeiten und andere naturkundliche Abklärungen zugenommen.

8.3 Jahresversammlung

In Basel fand vom 30. September bis zum 3. Oktober 1992 die 172. Jahresversammlung der SANW statt. Es war seit der Gründung der SANW die zwölfte Versammlung in Basel. Gleichzeitig feierte die Naturforschende Gesellschaft Basel ihr 175jähriges Bestehen.

Anlässlich der feierlichen Eröffnung der Jahresversammlung sprach Prof. Karl Pestalozzi, Rektor der Universität Basel, aus der Sicht des Geisteswissenschafters zum Thema «Wissenschaft und Gesellschaft». Anschliessend referierte Prof. Leo Jenni über die Zielsetzung der Stiftung «Mensch-Gesellschaft-Umwelt» (MGU). Musikalisch wurde das Ganze durch die Bläser E. E. Zunft zu Hausgenossen untermalt.

Die Wahl des Tagungsthemas «Hat Vielfalt eine Zukunft» erwies sich als sehr aktuell. Es haben insgesamt zirka 1800 Wissenschafterinnen und Wissenschafter am dreitägigen Programm teilgenommen. Im Hauptsymposium haben drei ausländische Experten das Thema «The future of diversity» behandelt. Im ersten Vortrag wurde die Frage nach der Zahl der Arten, die auf der Erde existieren und existiert haben, gestellt. In einem zweiten Referat wurde genetische Vielfalt als Voraussetzung für das Überleben bezeichnet, während der dritte Referent, ein Astrophysiker, die Bedeutung der Evolution und insbesondere die Geschwindigkeit der Innovation als kritisches Element für eine stabile Entwicklung herausarbeitete. Dazu haben über 20 Fachgesellschaften und Kommissionen der SANW die Problematik in fachspezifischer oder interdisziplinärer Form aufgegriffen. So diskutierten Vertreter der Geologischen und der Paläontologischen Gesellschaft über die «Geologischen Aspekte von Global Change» oder Mitglieder der Geophysikalischen Gesellschaft behandelten gemeinsam mit der Kommission für Klima- und Atmosphärenforschung im Rahmen eines Workshops das Projekt «POLLUMET». Die Schweizerische Arbeitsgemeinschaft für Umweltforschung (SAGUF) organisierte ein Symposium zum Thema «Gentechnologie und Biodiversität», das von zirka 200 Leuten besucht wurde. Eingeladen waren in- und ausländische Wissenschafter/innen aus verschiedenen Fachgebieten, die die ökologischen Folgen durch die Freisetzung gentechnisch veränderter Organismen bewertet haben. Über die Tagung wurde in verschiedenen Tageszeitungen ausführlich berichtet. Zudem werden die Beiträge des Symposiums als Sonderband der Zeitschrift «Experientia» im Frühjahr 1993 veröffentlicht.

Im Rahmen des Forums haben verschiedene Teilnehmer aus Politik, Verwaltung, Wissenschaft und Kunst sich der Frage «Hat biologische Vielfalt in der Schweiz eine Zukunft?» angenommen.

Als Teil der Jahresversammlung fand ein internationales UNESCO-Symposium zum Thema «Education and Science for Maintaining Biodiversity» statt. Organisator war die «Swiss National Commission for UNESCO». Da sich die Thematik mit derjenigen der SANW sehr gut ergänzte, darf das gemeinsame Auftreten von SANW und UNESCO als Erfolg bewertet werden. Die Ergebnisse des UNESCO-Symposiums werden in einem der Organe der UNESCO publiziert werden.

Mitglieder der Basler Naturforschenden Gesellschaft und vom Generalsekretariat der SANW betreuten verschiedene Büchertische, wo aktuelle Publikationen der SANW, ihrer Gesellschaften und Organe auflagen.

Als optische Auflockerung fand eine Ausstellung zum Thema «Umweltforschung in der SANW» mit dem Titel

«Einfalt – Vielfalt» statt. Der Klimaforscher U. Schotterer hat exemplarisch die Aufgaben der Schweizerischen Kommission für Umweltbeobachtung (SKUB), der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für Umweltforschung (SAGUF) und der Wissenschaftlichen Nationalparkkommission (WNPK) vorgestellt und diese den Anstrengungen des BUWAL auf nationaler und den Ergebnissen der UNCED auf internationaler Ebene gegenübergestellt.
Dem Jahresvorstand unter der Leitung von Dr. Dieter Burckhardt gebührt der grosse Dank des Zentralvorstandes für die ausgezeichnete Organisation der Jahresversammlung, der Regierung des Kantons Basel Stadt sowie der Universität für die Gastfreundschaft.

9. Öffentlichkeitsarbeit und Publikationen

Rechtzeitig auf die Jahresversammlung 1992 in Basel erschien die Publikation «Die Alpen – ein sicherer Lebensraum?» mit den Beiträgen des Hauptsymposiums der Jahresversammlung 1991 in Chur. Neben den vier Hauptvorträgen ist im vom Jahrespräsidenten J. P. Müller mit B. Gilgen herausgegebenen Band auch der Festvortrag anlässlich der Eröffnungsfeier und eine Zusammenfassung des Forums enthalten.
Das Bulletin – zusammen mit der SAGW herausgegeben – und das INFO erschienen im bisherigen Rhythmus; im Jahr 1993 soll das INFO häufiger erscheinen, während das Bulletin neu strukturiert werden wird.
Das Symposium, das im Oktober von der Chinesischen Akademie der Wissenschaften gemeinsam mit SANW und SATW in Beijing durchgeführt wurde, brachte ein Echo in Form von Artikeln, die von den begleitenden Journalisten Peter Hufschmid und Suren Erkman verfasst worden waren und in den Tageszeitungen erschienen.

10. Nationale Angelegenheiten

Der Bundesrat wählte Frau Anne-Christine Clottu Vogel vom Generalsekretariat auf den zweiten der SANW zustehenden Sitz in der Eidgenössischen Nationalpark-Kommission; Dr. Bernhard Nievergelt, Präsident der Wissenschaftlichen Nationalpark-Kommission der SANW, ist der zweite Vertreter unserer Akademie. Beide sind für die Amtsdauer 1993 bis 1996 wiedergewählt worden.
Der Zentralpräsident nahm an einer vom Eidg. Departement für auswärtige Angelegenheiten und der Gruppe für Wissenschaft und Forschung im EDI einberufenen Tagung über den Einsatz von Wissenschaftsattachés in einigen wichtigen Botschaften der Schweiz im Ausland teil.
Das Bundesamt für Bildung und Wissenschaft setzte eine Arbeitsgruppe ein, welche unter dem Vorsitz des BBW-Vizedirektors Paul-Erich Zinsli für den Vollzug von Art. 16 des Forschungsgesetzes neue Richtlinien zu erarbeiten hatte. Für die SANW nahm der Generalsekretär Peter Schindler an den Arbeiten der Arbeitsgruppe teil.

11. Interna (Der Alltag der SANW – im Spiegel von Zahlen und Personen)

11.1 Die Mitgliedgesellschaften

Der Senat folgte dem Antrag des Zentralvorstandes und hat drei neue Fachgesellschaften, die Schweizerische Gesellschaft für Angewandte Geographie, die Schweizerische Vereinigung für Bryologie und Lichenologie und die Schweizerische Gesellschaft für Versuchstierkunde aufgenommen und den Sektionen IV, V und VI zugeteilt. Zudem hat die Reorganisation der chemischen Fachgesellschaften ihren vorläufigen Abschluss gefunden, indem die Neue Schweizerische Chemische Gesellschaft (NSCG) in die SANW aufgenommen wurde. Weiter wurde das Hydrologische Landeskomitee neu gegründet. Die SANW ist zudem der «Commission on the Ap-

plication of Science to Agriculture, Forestry and Aquaculture» (CASAFA) des «International Council of Scientific Unions» (ICSU) beigetreten.

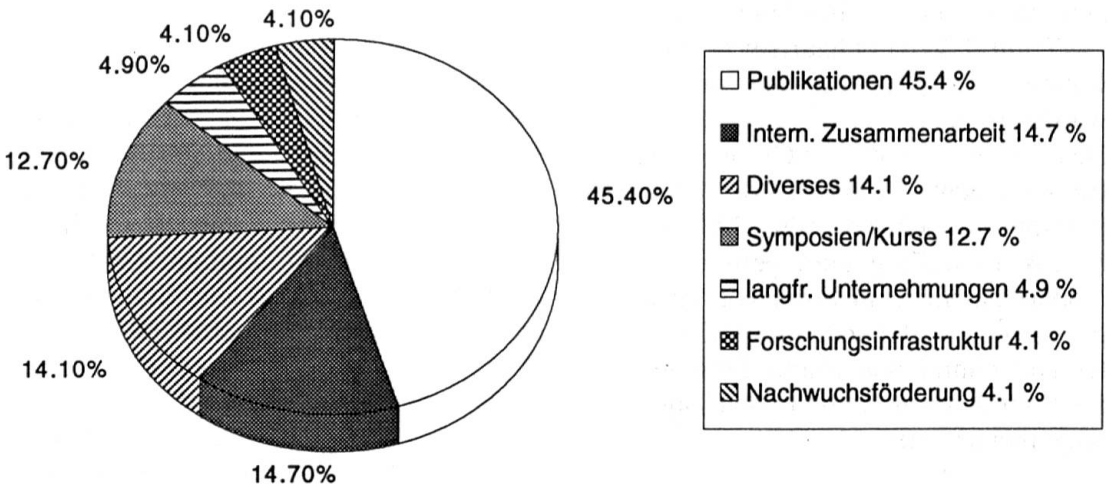
11.2 Statistisches in Kürze (Zahlen 1991 in Klammern)

11.2.1 Fachgesellschaften und Organe
Ende 1992 umfasste die SANW: 38 Fachgesellschaften, 27 kantonale und regionale Gesellschaften, 30 Kommissionen und 37 Landeskomitees.

11.2.2 Gesuche auf dem ordentlichen Weg (Verteilplan)
Die Sektionen, die kantonalen und regionalen naturforschenden Gesellschaften sowie die Publikationskommissionen haben für 1992 über 220 Gesuche in einer Höhe von total 1 808 070 (1 598 500) Franken eingereicht. Davon konnten 1 411 000 (1 363 600) Franken oder 78 Prozent (85) bewilligt werden, was im Vergleich zu 1991 (1990) einer Zunahme um 3,5 Prozent (9) entspricht.
Die Gesuche verteilen sich vornehmlich auf Publikationsbeiträge (Fr. 640 700.–), internationale Zusammenarbeit (Fr. 208 100.–), Symposien und Kurse (Fr. 178 500.–), langfristige Unternehmungen (Fr. 68 800.–), Forschungsinfrastruktur und Nachwuchsförderung (je Fr. 58 000.–) und Wissenschaftspolitik (Fr. 23 000.–) siehe Grafik. Diese Verteilung ist im Vergleich zum Vorjahr praktisch identisch geblieben.

11.2.3 Gesuche auf dem ausserordentlichen Weg
Der Ausschuss und der Zentralvorstand haben im Berichtsjahr 57 Einzelgesuche (63) behandelt, wovon 9 (5) gänzlich abgelehnt wurden. Die restlichen 48 (58) Gesuche mit nachgesuchten Beiträgen von Fr. 423 916.– (515 000.–) wurden zu 86,2 Prozent (86,8) bewilligt, was Fr. 365 560.– (447 000.–) entspricht. Dies entspricht einer Abnahme von 0,7 Prozent (Zunahme 43 Prozent) gegenüber dem Vorjahr.
Die Gesuche der Sonderprojekte, der interakademischen Kommissionen und andere Positionen des Budgets wurden hier nicht berücksichtigt.

11.3 Sektionen
Die Sektionen haben 1992 ihre traditionellen Wintersitzungen abgehalten, um über die Sektionsbudgets und deren interne Verteilung zu beschliessen sowie über weitere aktuelle Entwicklungen innerhalb der SANW zu diskutieren. Die Sektionen III und IV haben eine gemein-



same Sitzung abgehalten mit einem zusätzlichen wissenschaftlichen Teil zum Thema «Naturwissenschaftliche Grundlagen, praktische Ausgestaltung und Konsequenzen einer ökologisch gerechtfertigten Energieumsatzabgabe». Teilgenommen haben Vertreter der Bundesverwaltung, der SATW, der Erdölvereinigung der Universität Bern sowie ProClim.
Die Sektion I, III und IV haben eine Sommersitzung durchgeführt, an welcher das provisorische Sektionsbudget 1993 festgelegt und dessen Verteilung besprochen wurde. Die Sektionen III und IV tagten wiederum gemeinsam und besuchten im wissenschaftlichen Teil die Satelliten-Beobachtungsstation oberhalb von Zimmerwald. Die Besichtigung leiteten Dr. W. Gurtner vom Astronomischen Institut der Universität Bern und Prof. H.-G. Kahle von der Geodätischen Kommission.

11.4 Zentralvorstand und Ausschuss
Der Zentralvorstand und der Ausschuss tagten 1992 je sechsmal. Zusätzlich trafen sich die Mitglieder des Zentralvorstandes im Dezember zu einer «Séance de réflexion» in Bern.
Der Zentralvorstand hat insgesamt 116 und der Ausschuss 39 Geschäfte behandelt. Neben 57 Einzelgesuchen kamen insbesondere zur Sprache: das Budget, der Verteilplan sowie die Jahresrechnung, die internationale wissenschaftliche Zusammenarbeit mit den Ländern Ost- und Mitteleuropas (Slowenien, Ungarn, Russland), die Statutenrevision der SANW, die Neustrukturierung sowie die Neudefinition der Aufgaben des Sonderprojektes «ProClim» nach den Budgetkürzungen des Bundes, die Neustrukturierung und Verstärkung der Konferenz der vier wissenschaftlichen Akademien der Schweiz, die Tätigkeit der Arbeitsgruppe Dritte Welt und deren inhaltliche Eingliederung in das neu ausformulierte Modul 7 des Schwerpunktprogrammes Umwelt. Zudem beanspruchte die Bundesverwaltung die Mitarbeit der SANW bei den Vorbereitungen der Schweiz für die «United Nations Conference on Environment and Development» (UNCED), in Rio de Janeiro. Schliesslich seien die diversen Stellungnahmen – bei deren Ausarbeitung auch verschiedene ZV-Mitglieder beteiligt waren – und das 1993 anlaufende Projekt «Kartei der Naturwissenschafterinnen» erwähnt.
Nach dem Senat wurde Prof. U. Schlunegger, Delegierter der Sektion II im Zentralvorstand durch Prof. A. von Zelewsky ad interim ersetzt. Sonst blieb die Zusammensetzung des 17köpfigen Zentralvorstandes 1992 unverändert.

11.5 Personalia
Die Zentralquästorin Stéphanie Mörikofer-Zwez wurde am 20. Dezember 1992 als erste Frau in den Regierungsrat des Kantons Aargau gewählt. Sie übernimmt am 1. April 1993 das Gesundheitsdepartement, bleibt aber weiterhin im Zentralvorstand vertreten.
Eine besondere Genugtuung erlebte die SANW durch die Verleihung der Balzan-Preise 1992 an Ebrahim Samba und Armand Borel. Beide waren von der SANW vorgeschlagen worden; der Antrag für Samba erfolgte im Jahr 1992, derjenige für Borel einige Jahre früher.
Prof. Hans Thierstein wurde als Vertreter der SANW in die Expertengruppe für das Schwerpunktprogramm Umwelt gewählt.
Der Generalsekretär Peter Schindler wurde vom österreichischen Vizekanzler als einziger Ausländer in das Projektteam berufen, das mit der Erarbeitung der Grundlagen für das neue Universitäts-Organisations-Gesetz beauftragt war.

11.6 Generalsekretariat
1992 gab es keine personellen Änderungen und der Bestand der Arbeitsstellen ist mit 5,7 konstant geblieben.
Der Umzug vom Hirschengraben an den Bärenplatz fand in der letzten Januarwoche 1992 statt. Zusammen mit ProClim, die sich im 2. Stock eingerichtet haben, haben wir einen idealen, gut erreichbaren Standort gefunden. Im Oktober gesellten

sich noch PAGES und im Dezember SKUB zu ProClim. Die Büros sind somit voll besetzt.

12. Dank

Der Zentralvorstand dankt an dieser Stelle allen, die in irgendeiner Form dazu beigetragen haben, dass diese Tätigkeiten der SANW überhaupt möglich wurden. Ungezählte Stunden wurden von Mitgliedern der Kommissionen, Landeskomitees, von Vorständen der Gesellschaften aufgewendet; dadurch erhielten Ausschuss, Zentralvorstand und Generalsekretariat die Grundlagen, welche zu Beschlüssen führten, die ihrerseits eine grosse Zahl von direkt mit der Wissenschaft verbundenen Tätigkeiten ermöglichten. Die SANW kann immer nur unterstützen; ohne die Initiative aller Beteiligten wäre ihre Wirksamkeit sehr stark eingeschränkt. Der Zentralvorstand rechnet auch in den kommenden Jahren mit der aktiven Teilnahme der Naturwissenschafterinnen und Naturwissenschafter am Leben der SANW.
Ein besonderer Dank gilt den Mitarbeitern des Generalsekretariates. Sie konnten sich in den Räumlichkeiten gut einrichten und haben mit grossem Einsatz die vielfältigen Geschäfte der Akademie erfolgreich bearbeitet und erledigt.

Im Namen des Zentralvorstandes
Prof. P. Walter

Im Namen des Generalsekretariates
Dr. P. Schindler, A.-Chr. Clottu Vogel